



unesco

Center
Under the auspices
of UNESCO



CENTRE RÉGIONAL À ALGER POUR LA SAUVEGARDE
DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL
EN AFRIQUE, CENTRE DE CATÉGORIE 2,
PLACE SOUS L'EGIDE DE L'UNESCO

Revue de presse



Atelier continental portant

« Renforcement des capacités des points focaux
nationaux pour l'élaboration des rapports
périodiques dans le cadre de la Convention de 2003
pour la sauvegarde du Patrimoine
culturel immatériel en Afrique »

DU 25 AU 29 Avril 2023

Alger

Avec le soutien :



المركز الوطني
للبحوث
في عصور ما قبل التاريخ
علم الإنسان
والتاريخ
Centre
National
de Recherches
Préhistoriques
Anthropologiques
et Historiques



021 64 77 75 / 023 52 31 08



www.crespiaf.org



Dar Abdellatif, Chemin Kechkar Omar, Elhamma, Alger

<https://www.aps.dz/culture/154684-le-crespiaf-organise-une-formation-pour-les-expert-africains-du-patrimoine-immateriel>

Crespiaf : une formation pour les experts africains du patrimoine immatériel



ALGER - Le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), organise, du 25 au 29 avril à Alger, une formation de perfectionnement pour les experts du patrimoine représentant les points focaux de l'Unesco dans le continent africain, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Organisé en collaboration avec l'Unesco, cette formation vise à améliorer les connaissances de 44 experts, points focaux de l'Unesco dans 44 pays d'Afrique, chargés, entre autres, de la rédaction des rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003, relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI), 10 médiateurs, en plus d'experts de l'Unesco et d'experts algériens du Crespiaf et du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (Cnrpah).

Cet atelier de formation vise à informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'instance onusienne dans l'élaboration des rapports

périodiques, après les nouvelles mesures et modifications apportées à la convention en 2020.

La formation vise également à créer un cadre d'échange d'expériences entre les experts du continent et de créer un réseau de points focaux entre les pays africains, membres de la convention de 2003.

Avec cette formation, le Crespiaf confirme sa fonction de "lieu focal de rencontre et d'échange" et d'établissement rassembleur pour les chercheurs sur le patrimoine culturel immatériel du continent, en plus de conforter le leadership algérien en matière de sauvegarde et de préservation du PCI.

Opérationnel depuis 2018, le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), est un centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'Unesco, qui répond à la demande des anthropologues africains, réunis lors d'un colloque tenu pendant le second Festival culturel panafricain d'Alger de 2009.

<https://www.aps.dz/culture/154719-ouverture-de-l-atelier-continental-de-perfectionnement-des-connaissances-d-experts-du-patrimoine-immateriel-de-44-pays-africains>

Ouverture de l'atelier de formation d'experts du patrimoine immatériel de 44 pays africains



ALGER - La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant "les points focaux" de l'UNESCO en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), jusqu'au 29 avril en cours.

S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé: "Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique", la ministre a affirmé que "l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples".

Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du conseiller du président de la République chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaouci, Mme Mouloudji a indiqué que "le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UNESCO".

L'atelier, poursuit la ministre, se veut "une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner

de manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent et de chercher ensemble les mécanismes de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel immatériel".

La ministre a également évoqué les efforts de l'Algérie et son rôle pionnier au niveau international et régional en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et matériel en Afrique, notamment en ce qui concerne la convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et celle de 2005 sur la protection et le renforcement de la diversité des expressions culturelles.

L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir "le Grand musée africain" ayant pour mission de "faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement", a rappelé la ministre.

Pour sa part, le directeur du CRESPIAF, Slimane Hachi a souligné que l'atelier était organisé "en collaboration avec l'UNESCO dont le thème est l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique".

L'atelier a pour objectif "d'informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'Unesco en termes d'élaboration des rapports périodiques conformément à la convention de 2003, et ce après les changements et les modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les instances de l'Unesco", a expliqué M. Hachi.

Passant en revue les principales missions et activités du centre qu'il dirige, M. Hachi a affirmé "la disposition de l'Algérie à partager avec les participants son expérience en matière d'élaboration des rapports périodiques tout en braquant la lumière sur les difficultés rencontrées dans ce cadre".

Le directeur du CRESPIAF a annoncé, dans ce sillage, l'organisation "octobre prochain" d'un séminaire international à Alger, à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique.

Pour sa part, la cheffe de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Susanne Schnüttgen a exprimé sa joie quant à "la participation record" soit 44 pays africains, faisant part de "sa satisfaction pour tout ce qui a été réalisé dans cette période". Mme Schnüttgen a également salué le rôle important de l'Algérie et ses efforts en termes de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel, mettant en avant l'importance du partenariat et de la coopération CRESPIAF-UNESCO.

Pour Mme Schnüttgen, "les rapports périodiques, dans leur nouvelle formule sont un outil pratique essentiel pour les politiques publiques relatives à la protection du patrimoine culturel et la réalisation du développement durable".

Lors du premier jour des travaux de l'Atelier, une séance a été tenue à huis-clos pour discuter des différents points ayant trait au thème de la rencontre.

L'évènement vise le renforcement de la coopération, l'établissement de partenariats ainsi que la présentation des différentes expériences régionales dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tout en mettant en exergue l'importance des rapports périodiques et leur impact dans la conception des politiques publiques pour la réalisation du développement durable en Afrique



<https://www.elmoudjahid.com/fr/culture/atelier-sur-le-patrimoine-immateriel-l-algerie-leader-continental-198816>

Atelier sur le patrimoine immatériel : L'Algérie leader continental



Ph. Nacéra

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a donné, hier, à l'hôtel Holiday Inn à Alger, le coup d'envoi de l'atelier de renforcement des capacités des points focaux nationaux sur l'exercice de rapport périodique dans le cadre de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique.

Cet atelier de grande envergure est au bénéfice de 44 experts, représentant chacun un pays africain. Cette formation pluridisciplinaire qui prend fin le 29 avril est organisée par l'UNESCO et le Centre régional d'Alger pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF) dans le cadre des festivités du mois du patrimoine. Ayant enregistré sept sites à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité à l'UNESCO et dix éléments de patrimoine culturel immatériel, l'Algérie est incontestablement le leader continental en matière de valorisation et de sauvegarde du patrimoine. Le directeur des travaux de cet atelier, Slimane Hachi, également directeur du CRESPIAF, s'est dit «heureux» de partager l'expérience et le savoir-faire algériens avec les autres pays pour le processus d'inscription des trésors culturels africains à l'UNESCO. «Le CRESPIAF est heureux d'accueillir cet atelier à Alger pour débattre autour des rapports périodiques de chaque pays. L'Algérie a récemment remis son rapport et s'engage à partager son expérience avec les autres pays car c'est un rapport de longue haleine, constitué de pas moins de 200 pages de minutieuses informations. Les points focaux en question sont les émissaires de chaque expert, désigné par le ministère de la Culture de son pays pour inscrire des éléments à la liste de l'UNESCO», explique-t-il. La ministre de la Culture et des Arts a rappelé, lors de son allocution d'ouverture, la place qu'occupe l'Algérie comme «façade du continent africain» avec son soutien permanent et indéfectible des «causes justes» et son plaidoyer pour son développement, sa renaissance et sa promotion dans tous les domaines. «L'Algérie fait son maximum pour accompagner les enjeux du continent africain dans un monde

qui ne trouve pas d'accalmie suite aux différents conflits aux multiples facettes et différents objectifs. L'Afrique souffre encore des séquelles d'un colonialisme traditionnel qui s'appuie aujourd'hui sur de nouvelles modalités, aspire à contrôler et drainer les capacités des peuples, et à perturber le cours du développement et la croissance civilisationnelle dans certains de ces pays. Face à l'entrave de ses projets de développement culturel et au pillage de son patrimoine civilisationnel, les défis de l'Afrique sont immenses et appellent à une synergie de toutes les compétences. La vigilance, la sagesse et le sérieux sont les clés de l'approche de cette problématique pour trouver des solutions adéquates susceptibles de répondre aux espoirs des peuples africains, et de protéger le noyau de son existence culturelle, humaine et civilisationnelle», a-t-elle noté. Soraya Mouloudji a espéré que cet atelier constitue une «plateforme du début conscient dans l'élaboration des résultats nécessaires et une occasion pour évaluer les politiques publiques du patrimoine culturel immatériel. La ministre a en outre insisté sur l'amélioration de la situation juridique pour la préservation du patrimoine immatériel qui demeure un enjeu capital des pays africains tout en mentionnant la contribution de la société civile. S'étalant sur cinq jours, le coup d'envoi de l'atelier qui accueille des hôtes de différentes nationalités a été donné par Susanne Schnüttgen, chef de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Section du patrimoine culturel immatériel à l'UNESCO, mais aussi par Sidi Traoré du Burkina Faso, facilitateur de l'UNESCO, co-animateur de l'atelier «Patrimoine culturel immatériel et développement durable» ainsi que par Harriet Deacon d'Afrique du Sud, facilitatrice de l'UNESCO, co-facilitatrice de l'atelier «Le mécanisme des rapports périodiques».

Kader Bentounes

<https://www.elmoudjahid.dz/fr/actualite/perenniser-le-patrimoine-culturel-immateriel-le-role-des-communautés-africaines-198969>

Pérenniser le patrimoine culturel immatériel : Le rôle des communautés africaines



Rencontrée lors de l'atelier portant sur le renforcement des capacités des points focaux nationaux en matière de rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique, qui se tient à Alger jusqu'à aujourd'hui, Susanne Schnüttgen, chef de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, section du patrimoine culturel immatériel à l'UNESCO évoque l'importance d'un tel atelier pour une meilleure valorisation et sauvegarde des trésors africains en matière de patrimoine culturel immatériel. «C'est la première fois qu'on va générer des informations sur la mise en œuvre de la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel sur le continent africain. Tous les pays participants vont effectuer, au même moment, une évaluation de ce qu'ils ont pu faire jusque-là pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel qui est très riche et varié, rappelons-le. On y trouve entre autres les traditions et expressions orales, art du spectacle, pratiques sociales, rituels, événements festifs, connaissances et pratiques liées à la nature et à l'univers, savoirs et savoir-faire. Ce sont les communautés africaines, autrement dit, les détenteurs de ce patrimoine qui auront la décision sur la pérennité de cet héritage. Ils sont en train de le transmettre car c'est quelque chose de vivant qui ne trouve pas place uniquement dans les livres et les musées. La participation de 44 pays est extraordinaire avec la

volonté de mettre en place un contexte favorable qui soutient la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Les participants vont s'approprier les outils pour faire l'évaluation qui est assez complexe, qui n'implique pas seulement le secteur de la culture, mais aussi celui de la santé, de l'éducation, l'environnement... tout le monde est concerné par le patrimoine vivant.

On travaille ensemble pour pouvoir faire ce travail comme il se doit avant que l'UNESCO puisse faire son travail au niveau régional. Ces rapports vont être intégrés dans un rapport global sur les politiques culturelles. Je remercie l'Algérie encore une fois pour son hospitalité et son engagement à partager son expérience et savoir-faire avec les autres pays africains», a-t-elle noté.

Kader Bentounes

<https://www.elmoudjahid.dz/fr/culture/patrimoine-culturel-notre-pays-est-leader-continental-199051>

Patrimoine culturel : «Notre pays est leader continental»



L'atelier de renforcement des capacités des points focaux nationaux sur l'exercice de rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique a pris fin à l'hôtel Holiday Inn à Alger. Organisée par

l'UNESCO et le Centre régional d'Alger pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), cette formation pluridisciplinaire a vu la participation de 44 experts représentant 44 pays africains. Rencontré à l'issue de la cérémonie de remise des diplômes, le directeur du CRESPIAF, Slimane Hachi, s'est dit très «heureux» du succès des travaux de cet atelier. «Nous arrivons à la clôture de cet événement qui a permis de rassembler à Alger 44 pays du continent, qui doivent présenter leur rapport périodique en décembre. C'est un atelier de formation, de renforcement des capacités des compétences africaines pour une meilleure présentation de leur rapport. Comme l'Algérie a présenté son rapport l'année dernière, nous sommes heureux et fiers de soutenir les 44 pays dans le cadre de cet atelier pour l'élaboration et la présentation de leur rapport.

Nous sommes très contents de cette belle entreprise couronnée par un grand succès. Le travail a été fructueux durant cinq jours et nous nous réjouissons d'avoir réussi à recevoir 44 Etats et 12 facilitateurs et experts algériens qui ont travaillé dans les ateliers et comités tout en apportant leur soutien à tous les collègues du continent. Ce très beau succès ouvre la voie au prochain rendez-vous, qui est l'organisation d'un grand colloque international à Alger à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de la convention de 2003», a-t-il noté. Il y a lieu de rappeler que l'Algérie a été le premier signataire de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique. Elle est considérée comme le leader continental avec dix éléments inscrits à l'UNESCO et sept sites de patrimoine culturel matériel.

Kader Bentounes

<https://elwatan-dz.com/atelier-de-formation-dexperts-du-patrimoine-immateriel-a-alger-participation-de-44-pays-africains>

Atelier de formation d'experts du patrimoine immatériel à Alger : Participation de 44 pays africains



S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé : «Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique», la ministre a affirmé que «l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples».

Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du conseiller du président de la République, chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaouci, Mme Mouloudji a indiqué que «le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Unesco». L'atelier, poursuit la ministre, se veut «une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner de manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent et de chercher ensemble

les mécanismes de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel immatériel».

La ministre a également évoqué les efforts de l'Algérie et son rôle pionnier au niveau international et régional en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et matériel en Afrique, notamment en ce qui concerne la convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et celle de 2005 sur la protection et le renforcement de la diversité des expressions culturelles. L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir «le Grand musée africain» ayant pour mission de «faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement», a rappelé la ministre.

Pour sa part, le directeur du CRESPIAF, Slimane Hachi a souligné que l'atelier était organisé «en collaboration avec l'Unesco dont le thème est l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique». L'atelier a pour objectif «d'informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'Unesco en termes d'élaboration des rapports périodiques conformément à la convention de 2003, et ce après les changements et les modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les instances de l'Unesco», a expliqué M. Hachi.

Passant en revue les principales missions et activités du centre qu'il dirige, M. Hachi a affirmé «la disposition de l'Algérie à partager avec les participants son expérience en matière d'élaboration des rapports périodiques tout en braquant la lumière sur les difficultés rencontrées dans ce cadre». Le directeur du Crespiaf a annoncé, dans ce sillage, l'organisation «octobre prochain» d'un séminaire international à Alger, à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique. Pour sa part, la cheffe de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Susanne Schnüttgen a exprimé sa joie quant à «la participation record» soit 44 pays africains, faisant part de «sa satisfaction pour tout ce qui a été réalisé dans cette période». Mme Schnüttgen a également salué le rôle important de l'Algérie et ses efforts en termes de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel, mettant en avant l'importance du partenariat et de la coopération Crespiaf-Unesco. Pour Mme Schnüttgen, «les rapports périodiques, dans leur nouvelle formule sont un outil pratique essentiel pour les politiques publiques relatives à la protection du patrimoine culturel et la réalisation du développement durable».

Lors du premier jour des travaux de l'Atelier, une séance a été tenue à huis-clos pour discuter des différents points ayant trait au thème de la rencontre.

L'événement vise le renforcement de la coopération, l'établissement de partenariats ainsi que la présentation des différentes expériences régionales dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tout en mettant en exergue l'importance

des rapports périodiques et leur impact dans la conception des politiques publiques pour la réalisation du développement durable en Afrique.

ATELIER DE FORMATION D'EXPERTS DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL À ALGER

Participation de 44 pays africains

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant «les points focaux» de l'Unesco en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), jusqu'au 29 avril.

S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé : «Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique», la ministre a affirmé que «l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples». Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du conseiller du président de la République, chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaouci, M^{me} Mouloudji a indiqué que «le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Unesco». L'atelier, poursuit la ministre, se veut «une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner de



manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent et de chercher ensemble les mécanismes de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel immatériel». La ministre a également évoqué les efforts de l'Algérie et son rôle pionnier au niveau international et régional en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et matériel en Afrique, notamment en ce qui concerne la convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et celle de 2005 sur la protection et le renforcement de la diversité des expressions culturelles. L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir «le Grand musée africain» ayant pour mission de «faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement», a rappelé la ministre. Pour sa part, le directeur du CRESPIAF, Slimane Hachi a souligné que l'atelier était organisé «en collaboration avec l'Unesco dont le thème est l'élaboration des rapports

périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique». L'atelier a pour objectif «d'informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'Unesco en termes d'élaboration des rapports périodiques conformément à la convention de 2003, et ce après les changements et les modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les instances de l'Unesco». a expliqué M. Hachi Passant en revue les principales missions et activités du centre qu'il dirige, M. Hachi a affirmé «la disposition de l'Algérie à partager avec les participants son expérience en matière d'élaboration des rapports périodiques tout en braquant la lumière sur les difficultés rencontrées dans ce cadre». Le directeur du Crespiaf a annoncé, dans ce sillage, l'organisation «octobre prochain» d'un séminaire international à Alger, à l'occasion de la célébration du 20^e anniversaire de la convention de 2003 pour la sauvegarde

du patrimoine culturel immatériel en Afrique. Pour sa part, la cheffe de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Susanne Schnüttgen a exprimé sa joie quant à «la participation record» soit 44 pays africains, faisant part de «sa satisfaction pour tout ce qui a été réalisé dans cette période».

M^{me} Schnüttgen a également salué le rôle important de l'Algérie et ses efforts en termes de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel, mettant en avant l'importance du partenariat et de la coopération Crespiaf-Unesco. Pour M^{me} Schnüttgen, «les rapports périodiques, dans leur nouvelle formule sont un outil pratique essentiel pour les politiques publiques relatives à la protection du patrimoine culturel et la réalisation du développement durable».

Lors du premier jour des travaux de l'Atelier, une séance a été tenue à huis-clos pour discuter des différents points ayant trait au thème de la rencontre. L'événement vise le renforcement de la coopération, l'établissement de partenariats ainsi que la présentation des différentes expériences régionales dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tout en mettant en exergue l'importance des rapports périodiques et leur impact dans la conception des politiques publiques pour la réalisation du développement durable en Afrique. (APS)

<https://www.horizons.dz/patrimoine-culturel-immateriel-africain-atelier-sur-le-renforcement-des-capacites-de-sauvegarde/>

Patrimoine culturel immatériel africain: Atelier sur le renforcement des capacités de sauvegarde



La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a procédé, mardi, à l'hôtel Holiday Inn de Chéraga, à Alger, à l'ouverture de l'atelier portant renforcement des capacités des points focaux nationaux africains pour l'élaboration de rapports périodiques sur l'état du patrimoine culturel immatériel.

L'action entre dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique. La rencontre, qui se poursuit jusqu'au 29 avril, est organisée par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), sous tutelle du ministère de la Culture et des Arts, en partenariat avec l'Unesco. Elle regroupe 44 points focaux du continent africain chargés de l'élaboration de rapports périodiques de mise en œuvre de la convention, plus de 10 facilitateurs et des experts de l'Unesco, du Crespiaf et du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH). Dans son allocution d'ouverture, la ministre a rappelé qu'«il est impératif de souligner le rôle pionnier de l'Algérie au sein des grandes organisations internationales telles que l'Unesco et l'Union africaine en matière d'élaboration et de soutien des grands accords culturels internationaux, notamment ceux liés à la sauvegarde du patrimoine immatériel». «L'Algérie a été le premier pays à ratifier, en 2004, la Convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine immatériel qui enregistre aujourd'hui la participation de 180 pays, dont une cinquantaine de pays

africains», a-t-elle rappelé. Pour Mouloudji, «le pari des pays africains est d'améliorer le statut juridique de la préservation du patrimoine culturel immatériel du continent, d'assurer sa gestion efficace et de renforcer les capacités dans les domaines concernés par le patrimoine immatériel pour contribuer, de manière significative, à la réalisation des objectifs stratégiques fixés par l'Unesco». Slimane Hachi, directeur du Crespiaf et du CNRPAH, a déclaré que «cet atelier consiste à apporter des améliorations et renforcer les capacités dans l'élaboration des rapports périodiques sur l'état du patrimoine culturel immatériel africain». Le directeur du Crespiaf a indiqué que «les points focaux, dont il fait lui-même partie, sont des personnes chargées, par leurs ministères de la Culture, de collaborer avec l'Unesco pour la mise en œuvre de la convention internationale de 2003 et d'élaborer des rapports périodiques concernant l'état des lieux du patrimoine culturel immatériel» Selon lui, «l'Algérie a déjà présenté son rapport périodique qui lui confère une expérience qui peut servir aux autres pays». «Ces rapports sont volumineux et contiennent des informations très détaillées sur tout ce qui concerne l'inventoriage et le recensement du patrimoine culturel immatériel et les moyens mis en place pour sa protection et sa sauvegarde», a-t-il poursuivi. La cheffe de l'unité de renforcement des capacités et de la politique du patrimoine, entité du patrimoine vivant dans le secteur de la culture de l'Unesco, Susanne Schnüttgen, a pour sa part affirmé que «c'est la première fois, sur le continent africain, que nous allons générer des informations sur la mise en œuvre de la convention de 2003». Cela implique, a-t-elle renchéri, que tous les pays vont réaliser au même moment une évaluation de ce qu'ils ont pu faire pour sauvegarder leur patrimoine culturel immatériel très varié. Nous essayons, au niveau de l'Unesco, «de créer un cadre et un contexte favorable pour la sauvegarde du patrimoine immatériel». La rencontre, a proclamé Schnüttgen, «va permettre aux pays participants de s'approprier les outils nécessaires pour cette évaluation, qui est assez complexe et qui n'implique pas uniquement le secteur de la culture mais aussi d'autres tels que la santé et l'éducation». «C'est à partir de ces rapports et de ces évaluations que l'Unesco pourra faire ces analyses au niveau régional et intégrer ces informations dans son rapport global sur les politiques culturelles», a-t-elle conclu.

Hakim Metref

Patrimoine immatériel : L'Algérie abrite un atelier continental



Le Centre régional à Alger pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique « CRESPIAF », catégorie 2, placé sous l'égide de l'UNESCO et la tutelle du ministère de la Culture et des Arts, et l'UNESCO, organisent conjointement un atelier sous le thème « renforcement des capacités des points focaux nationaux en matière de rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique ».

Entrant dans le cadre des festivités du « Mois du patrimoine » (18 avril-18 mai), l'événement, prévu du 25 au 29 avril 2023, se tient à l'hôtel « Holiday Inn » de Chéraga-Alger. Une manifestation inaugurée ce matin par la ministre de la Culture et des arts, Mme Soraya Mouloudji, en présence de Hamid Lounaouci, conseiller auprès du Président de la République, chargé des organisations nationales et internationales et les organisations non gouvernementales.

Cet atelier réunira 44 points focaux du continent africain chargés de l'élaboration et de la soumission des rapports périodiques de mise en œuvre de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de la région, plus de dix facilitateurs ainsi que des experts de l'UNESCO, du CRESPIAF et du CNRPAH (Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques). L'objectif est d'informer les points focaux du nouveau mécanisme adopté par l'UNESCO dans l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003.

Pour rappel, la procédure de l'UNESCO dans la rédaction des rapports a fait objet d'une réforme en 2020 avec un changement d'échelle et de périodicité et un alignement sur le cadre global de résultats approuvé en 2018 par les organes directeurs de la convention, précise un communiqué du Crespiaf. La formation des participants à la rédaction des rapports périodiques suivant les nouvelles procédures de l'UNESCO, le partage d'expérience des pays ayant déjà soumis leurs rapports périodiques dans les cycles précédents à l'exemple de l'Algérie, et la création d'un

réseau de points focaux pour l'échange d'informations et le partage d'expériences entre les états parties à la convention de 2003 issus du continent africain, sont les autres objectifs assignés.

En parallèle aux travaux, les participants auront l'opportunité de visiter de l'exposition du CRESPIAF intitulée « Héritages culturels immatériels d'Afrique ». A travers cette activité, le CRESPIAF affirme le rôle pionnier de l'Algérie dans la sauvegarde du patrimoine vivant de l'Afrique et de son apport considérable dans la concrétisation des objectifs stratégiques de l'UNESCO en faveur des héritages culturels du continent africain.

R.N.

ATELIER DE FORMATION D'EXPERTS DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL

44 pays africains participent

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant « les points focaux » de l'Unesco en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Cresplaf), jusqu'au 29 avril en cours. S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé: « Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique », la ministre a affirmé que « l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples ». Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du conseiller du président de la République chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaouci, Soraya Mouloudji a indiqué que « le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Unesco ».

L'atelier, poursuit la ministre, se veut « une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en

faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner de manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent et de chercher ensemble les mécanismes de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel immatériel ».

La ministre a également évoqué les efforts de l'Algérie et son rôle pionnier au niveau international et régional en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et matériel en Afrique, notamment en ce qui concerne la convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et celle de 2005 sur la protection et le renforcement de la diversité des expressions culturelles.

L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir « le Grand musée africain » ayant pour mission de « faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement », a rappelé la ministre.

Pour sa part, le directeur du Cresplaf, Slimane Hachi, a souligné que l'atelier était organisé « en collaboration avec l'Unesco dont le thème est l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique ».

L'atelier a pour objectif « d'informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'Unesco en termes d'élaboration des rapports périodiques conformément à la convention de 2003, et ce après les changements et les modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les



instances de l'Unesco », a expliqué Hachi.

Passant en revue les principales missions et activités du centre qu'il dirige, Hachi a affirmé « la disposition de l'Algérie à partager avec les participants son expérience en matière d'élaboration des rapports périodiques tout en braquant la lumière sur les difficultés rencontrées dans ce cadre ».

Le directeur du Cresplaf a annoncé, dans ce sillage, l'organisation en « octobre prochain » d'un séminaire international à Alger, à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique.

Pour sa part, la cheffe de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Susanne Schnüttgen a exprimé sa joie quant à « la participation record » soit 44 pays africains, faisant part de « sa satisfaction pour tout ce qui a été réalisé dans cette période ». Susanne Schnüttgen a également salué le rôle important de

l'Algérie et ses efforts en termes de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel, mettant en avant l'importance du partenariat et de la coopération Cresplaf-Unesco.

Pour Susanne Schnüttgen, « les rapports périodiques, dans leur nouvelle formule sont un outil pratique essentiel pour les politiques publiques relatives à la protection du patrimoine culturel et la réalisation du développement durable ». Lors du premier jour des travaux de l'Atelier, une séance a été tenue à huis clos pour discuter des différents points ayant trait au thème de la rencontre.

L'évènement vise le renforcement de la coopération, l'établissement de partenariats ainsi que la présentation des différentes expériences régionales dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tout en mettant en exergue l'importance des rapports périodiques et leur impact dans la conception des politiques publiques pour la réalisation du développement durable en Afrique.

<https://www.dzairscoop.com/2023/04/le-crespiaf-organise-des-stages-pour-experts-africains-dans-le-domaine-du-patrimoine-immateriel/>

Le Crespiaf organise des stages pour experts africains dans le domaine du patrimoine immatériel

by Eman Doumaz



Le-Crespiaf-organise-des-stages-pour-experts-africains-dans-le-domaine-du-patrimoine-immateriel

Le Centre régional pour la préservation du patrimoine culturel immatériel de l'Afrique (Crespiaf) organise, du 25 au 29 avril, à Alger, une formation avancée pour les experts du patrimoine représentant les points focaux de l'Unesco sur le continent africain, un communiqué du ministère de la Culture et Arts l'indique.

Organisée en collaboration avec l'UNESCO, cette formation vise à améliorer les connaissances de 44 experts, points focaux UNESCO de 44 pays africains, chargés, entre autres, de la rédaction des rapports périodiques au titre de la convention de 2003, liés à la sauvegarde. du patrimoine culturel immatériel (PCI), 10 médiateurs, auxquels s'ajoutent des experts de l'Unesco et des experts algériens du Crespiaf et du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (Cnrpah).

Cet atelier de formation vise à informer les points focaux sur les nouveaux mécanismes adoptés par l'instance onusienne dans la préparation des rapports périodiques, suite aux nouvelles mesures et modifications apportées à la convention en 2020.

La formation vise également à créer un cadre d'échange d'expériences entre experts du continent et à créer un réseau de points focaux entre les pays africains membres de la convention de 2003.

Par cette formation, le Crespiaf confirme sa fonction de « lieu de rencontre et d'échange » et d'établissement fédérateur pour les chercheurs du patrimoine culturel immatériel du continent, en plus de renforcer le leadership algérien dans la protection et la préservation du PCI.

Opérationnel depuis 2018, le Centre Régional pour la Préservation du Patrimoine Culturel Immatériel d'Afrique (Crespiaf), est un centre de catégorie 2 sous l'égide de l'Unesco, répondant à la demande d'anthropologues africains, réunis dans un colloque tenu lors de la deuxième -Festival Culturel Africain d'Alger en 2009.

<https://www.lnr-dz.com/2023/04/27/ouverture-de-latelier-de-formation-dexperts-de-44-pays-africains/>

Ouverture de l'atelier de formation d'experts de 44 pays africains Patrimoine immatériel



Rédaction LNR

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant «les points focaux» de l'Unesco en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), jusqu'au 29 avril en cours.

S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé: «Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique», la ministre a affirmé que «l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples». Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du conseiller du président de la République chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaouci, Mme Mouloudji a indiqué que «le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Unesco».



<https://alger16.dz/crespiaf-une-formation-pour-les-experts-africains-du-patrimoine-immateriel/>

Crespiaf: une formation pour les experts africains du patrimoine immatériel

Le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), organise, du 25 au 29 avril à Alger, une formation de perfectionnement pour les experts du patrimoine représentant les points focaux de l'Unesco dans le continent africain, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Organisé en collaboration avec l'Unesco, cette formation vise à améliorer les connaissances de 44 experts, points focaux de l'Unesco dans 44 pays d'Afrique, chargés, entre autres, de la rédaction des rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003, relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI), 10 médiateurs, en plus d'experts de l'Unesco et d'experts algériens du Crespiaf et du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (Cnrpah).

Cet atelier de formation vise à informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'instance onusienne dans l'élaboration des rapports périodiques, après les nouvelles mesures et modifications apportées à la convention en 2020.

La formation vise également à créer un cadre d'échange d'expériences entre les experts du continent et de créer un réseau de points focaux entre les pays africains, membres de la convention de 2003.

Avec cette formation, le Crespiaf confirme sa fonction de "lieu focal de rencontre et d'échange" et d'établissement rassembleur pour les chercheurs sur le patrimoine culturel immatériel du continent, en plus de conforter le leadership algérien en matière de sauvegarde et de préservation du PCI.

Opérationnel depuis 2018, le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), est un centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'Unesco, qui répond à la demande des anthropologues africains, réunis lors d'un colloque tenu pendant le second Festival culturel panafricain d'Alger de 2009.

<https://lejourdalgerie.com/atelier-de-formation-dexperts-au-patrimoine-immateriel-plus-de-quarante-pays-africains-y-prennent-part/>

Atelier de formation d'experts au patrimoine immatériel: Plus de quarante pays africains y prennent part

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant «les points focaux» de l'Unesco en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), jusqu'au 29 avril en cours. S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé «Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique», la ministre a affirmé que «l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples». Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du Conseiller du président de la République chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaouci, Mme Mouloudji a indiqué que «le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Unesco». L'atelier, a poursuivi la ministre, se veut «une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique, à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner de manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent et de chercher ensemble les mécanismes de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel immatériel». L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir «le Grand musée africain» ayant pour mission de «faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement», a rappelé la ministre. Pour sa part, le directeur du CRESPIAF, Slimane Hachi, a souligné que l'atelier était organisé «en collaboration avec l'Unesco dont le thème est l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique». L'atelier a pour objectif d'«informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'Unesco en termes d'élaboration des rapports périodiques conformément à la convention de 2003, et ce, après les changements et les modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les instances de l'Unesco», a expliqué M. Hachi.

M. K.

PATRIMOINE IMMATÉRIEL

Ouverture de l'atelier de formation d'experts de 44 pays africains

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant "les points focaux" de l'UNESCO en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), jusqu'au 29 avril en cours.

S'exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé: "Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique", la ministre a affirmé que "l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples". Lors de cette rencontre marquée par la présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, des représentants de plusieurs secteurs et du conseiller du président de la République chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaoui, Mme Mouloudji a indiqué que "le défi des pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UNESCO". L'atelier, poursuit la ministre, se veut "une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner de manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent et de chercher ensemble les mécanismes de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel immatériel". La ministre a également évoqué les efforts de l'Algérie et son rôle pionnier au niveau international et régional en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et matériel en Afrique, notamment en ce qui concerne la convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003



PH: DR

et celle de 2005 sur la protection et le renforcement de la diversité des expressions culturelles. L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir "le Grand musée africain" ayant pour mission de "faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement", a rappelé la ministre. Pour sa part, le directeur du CRESPIAF, Slimane Hachi a souligné que l'atelier était organisé "en collaboration avec l'UNESCO dont le thème est l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique". L'atelier a pour objectif "d'informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'Unesco en termes d'élaboration des rapports périodiques conformément à la convention de 2003, et ce après les changements et les modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les instances de l'Unesco", a expliqué M. Hachi. Passant en revue les principales missions et activités du centre qu'il dirige, M. Hachi a affirmé "la disposition de l'Algérie à partager avec les participants son expérience en matière d'élaboration des rapports périodiques tout en braquant la lumière sur les difficultés rencontrées dans ce cadre". Le directeur du CRESPIAF a annoncé, dans ce sillage, l'organisation "octobre prochain" d'un séminaire international à Alger, à l'occasion de la célébration du 20e anniversai-

re de la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique. Pour sa part, la cheffe de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Susanne Schnüttgen a exprimé sa joie quant à "la participation record" soit 44 pays africains, faisant part de "sa satisfaction pour tout ce qui a été réalisé dans cette période". Mme Schnüttgen a également salué le rôle important de l'Algérie et ses efforts en termes de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel, mettant en avant l'importance du partenariat et de la coopération CRESPIAF-UNESCO.

Pour Mme Schnüttgen, "les rapports périodiques, dans leur nouvelle formule sont un outil pratique essentiel pour les politiques publiques relatives à la protection du patrimoine culturel et la réalisation du développement durable". Lors du premier jour des travaux de l'Atelier, une séance a été tenue à huis-clos pour discuter des différents points ayant trait au thème de la rencontre. L'évènement vise le renforcement de la coopération, l'établissement de partenariats ainsi que la présentation des différentes expériences régionales dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tout en mettant en exergue l'importance des rapports périodiques et leur impact dans la conception des politiques publiques pour la réalisation du développement durable en Afrique.

CRESPIAF

Une formation pour les experts africains du patrimoine immatériel

Le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), organise, du 25 au 29 avril à Alger, une formation de perfectionnement pour les experts du patrimoine représentant les points focaux de l'Unesco dans le continent africain, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Organisée en collaboration avec l'Unesco, cette formation vise à améliorer les connaissances de 44 experts, points focaux de l'Unesco dans 44 pays d'Afrique, chargés, entre autres, de la rédaction des rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003, relative à la sauvegarde du patrimoine

culturel immatériel (PCI), 10 médiateurs, en plus d'experts de l'Unesco et d'experts algériens du Crespiaf et du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (CNRPAH).

Cet atelier de formation vise à informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'instance onusienne dans l'élaboration des rapports périodiques, après les nouvelles mesures et modifications apportées à la convention en 2020. La formation vise également à créer un cadre d'échange d'expériences entre les experts du continent et de créer un réseau de points focaux entre les pays africains, membres de la convention de

2003. Avec cette formation, le Crespiaf confirme sa fonction de «lieu focal de rencontre et d'échange» et d'établissement rassembleur pour les chercheurs sur le patrimoine culturel immatériel du continent, en plus de conforter le leadership algérien en matière de sauvegarde et de préservation du PCI.

Opérationnel depuis 2018, le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf) est un centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'Unesco, qui répond à la demande des anthropologues africains, réunis lors d'un colloque tenu pendant le second Festival culturel panafricain d'Alger de 2009.

PATRIMOINE IMMATÉRIEL EN AFRIQUE

Ouverture à Alger de l'atelier continental de perfectionnement des connaissances

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, à Alger, l'ouverture des travaux de l'atelier de formation d'experts de 44 Etats africains représentant "les points focaux" de l'Unesco en Afrique, organisé par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), jusqu'au 29 avril en cours.



S' exprimant à l'ouverture de cet atelier continental intitulé : "Améliorer les connaissances des points focaux nationaux de 44 pays africains en matière d'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la concrétisation de la convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique", la ministre a affirmé que "l'Algérie ne ménage aucun effort pour accompagner tous les défis du continent africain dans un monde perturbé en raison des différents conflits aux objectifs multiples". Lors de cette rencontre, Mme Mouloudji a indiqué que "le défi des

pays africains aujourd'hui porte sur l'amélioration de la situation juridique pour préserver le patrimoine immatériel du continent et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Unesco". L'atelier, poursuit la ministre, se veut "une occasion pour évaluer les politiques publiques consenties en faveur du patrimoine culturel immatériel en Afrique à même de permettre à tous les acteurs dans le domaine (organisations et experts) d'examiner de manière scientifique et participative la situation du patrimoine de notre continent". La ministre a également évoqué les efforts de l'Algérie et son rôle pion-

nier au niveau international et régional en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et matériel en Afrique, notamment en ce qui concerne la convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et celle de 2005 sur la protection et le renforcement de la diversité des expressions culturelles. L'Algérie a été choisie par l'UA pour accueillir "le Grand musée africain" ayant pour mission de "faire connaître le patrimoine africain et la restitution des propriétés culturelles pillées illégalement", a rappelé la ministre. Pour sa part, le directeur du Crespiaf, Slimane Hachi a souligné que l'atelier était organisé "en collaboration avec

l'Unesco dont le thème est l'élaboration des rapports périodiques dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de 2003 pour la préservation du patrimoine culturel immatériel en Afrique, à la lumière des modifications opérés en 2020 et qui ont été ratifiés en 2018 par les instances de l'Unesco", a expliqué M. Hachi. Pour sa part, la cheffe de l'Unité de renforcement des capacités et politiques du patrimoine, Susanne Schnittgen a exprimé sa joie quant à "la participation record" soit 44 pays africains, faisant part de "sa satisfaction pour tout ce qui a été réalisé dans cette période".

Mme Schnittgen a également salué le rôle important de l'Algérie et ses efforts en termes de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel, mettant en avant l'importance du partenariat et de la coopération Crespiaf-Unesco pour la protection du patrimoine culturel et la réalisation du développement durable. L'évènement vise le renforcement de la coopération, l'établissement de partenariats ainsi que la présentation des différentes expériences régionales dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tout en mettant en exergue l'importance des rapports périodiques et leur impact dans la conception des politiques publiques pour la réalisation du développement durable en Afrique

https://www.aps.dz/ar/culture/142731-44?fbclid=IwAR2iqQW0oANrAeGaJDip3at24-9_RW1zdPmeM0uiIYDyEhmoa_Oj_Rofopc

افتتاح ورشة قارية لتعزيز قدرات خبراء في التراث من 44 دولة إفريقية بالجزائر العاصمة

الجزائر- أشرفت وزيرة الثقافة والفنون, صورية مولوجي, اليوم الثلاثاء, بالجزائر العاصمة , على افتتاح أشغال ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء من 44 دولة إفريقية يمثلون "نقاط الارتكاز" لليونسكو بإفريقيا ينظمها مركز الجزائر الإقليمي لصون التراث الثقافي اللامادي بإفريقيا (كريسيباف) إلى غاية 29 أبريل الجاري.



وأكدت وزيرة الثقافة والفنون في كلمتها الافتتاحية لهذه الورشة القارية التي حملت عنوان "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين ل44 دولة إفريقية في مجال إعداد وصياغة التقارير الدورية في إطار تجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا" أن "الجزائر تبذل قصارى جهدها في مرافقة كل رهانات القارة الإفريقية في عالم لا يهدأ جراء النزاعات المختلفة الأوجه والمتعددة الأهداف".

وأشارت السيدة مولوجي خلال هذا اللقاء, الذي عرف حضور ممثل وزارة الشؤون الخارجية والجمالية الوطنية بالخارج وممثلي العديد من القطاعات إلى جانب المستشار لدى رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الوطنية والدولية والمنظمات غير الحكومية حميد لوناوسي, إلى أن "رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث غير المادي للقارة للمساهمة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو".

وأوضحت الوزيرة أيضا أن هذه الورشة بمثابة "مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا بما يسمح لكل الفاعلين في المجال من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا عن آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي".

وتناولت السيدة مولوجي جهود الجزائر ودورها الرائد على المستوى الدولي والإقليمي في مجال حماية التراث الثقافي اللامادي والمادي بإفريقيا, خاصة ما تعلق باتفاقية صون التراث الثقافي غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية.

وذكرت الوزيرة في سياق كلامها بأنه تم اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان "المتحف الإفريقي الكبير" الذي أوكلت له مهام "التعريف بالتراث الإفريقي, واسترجاع الممتلكات الثقافية التي سلبت بطريقة غير شرعية".

وأوضح من جهته مدير مركز الجزائر الإقليمي لصون التراث الثقافي اللامادي بإفريقيا (كريسيباف), سليمان حاشي, أن الورشة "تنظم بالتعاون مع منظمة اليونسكو في مجال إعداد وصياغة التقارير الدورية في إطار تجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا".

وأضاف السيد حاشي أن الورشة تهدف أساسا إلى "إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، وهذا بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018".

وبعد استعراضه لأهم مهام ونشاطات المركز الذي يشرف عليه أكد السيد حاشي على "استعداد الجزائر لتقديم خبرتها للخبراء المشاركين في صياغة التقارير الدورية والصعوبات التي اعترضتها في إعداد التقارير".

كما أعلن عن تنظيم "شهر أكتوبر القادم" ملتقى دولي بالجزائر العاصمة بمناسبة إحياء الذكرى العشرين لاتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي بإفريقيا.

وأعربت بدورها رئيسة وحدة تدعيم قدرات وسياسات صون التراث الحي باليونسكو، سوزان شنوتغن، عن سعادتها لـ "المشاركة القياسية" ممثلة بـ 44 دولة من القارة الأفريقية في هذه الورشة بالجزائر، قائلة "نحن راضون عن كل ما أنجز خلال هذه الفترة".

كما ثمنت السيدة شنوتغن "دور الجزائر الهام وجهودها في مجال حماية وصون التراث الثقافي وأهمية الشراكة والتعاون المهم بين المركز الجزائري واليونسكو"، مؤكدة أن "التقارير الدورية بصيغتها الجديدة أداة عملية أساسية للسياسات العامة لحماية التراث الثقافي وتحقيق التنمية المستدامة".

وتميزت أشغال اليوم الأول للورشة بانعقاد جلسة مغلقة للخبراء المشاركين سيتم خلالها مناقشة مختلف النقاط ذات الصلة بمحور اللقاء، وهذا بهدف تعزيز التعاون وخلق شراكات واستعراض مختلف التجارب الإقليمية في مجال صون التراث الثقافي اللامادي وأهمية صياغة التقارير الدورية، إلى جانب تأثيرها في إعداد السياسات العمومية من أجل تحقيق التنمية المستدامة في إفريقيا.



<https://www.echoroukonline.com/%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1-%D8%AA%D8%B3%D8%AA%D8%B9%D8%B1%D8%B6-%D8%AA%D8%AC%D8%B1%D8%A8%D8%AA%D9%87%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%B5%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AB-%D8%A7>

حضور 44 دولة افريقية في ورشة إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003

الجزائر تستعرض تجربتها في صون التراث الثقافي

اجتمع، الثلاثاء، بالجزائر ممثلو 44 دولة افريقية في إطار ورشة حول تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا والتي تحتضنها الجزائر على مدار خمسة أيام. وتأتي هذه الورشة التي تتزامن والاحتفالات بشهر التراث في إطار عمل المركز الإقليمي لصون التراث الإفريقي التابع لمنظمة اليونسكو والذي تحضنه الجزائر منذ عام 2017. وأكدت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي خلال كلمة الافتتاح على دور الجزائر الهام والريادي في المرافعة لصالح القارة السمراء في مختلف الميادين. وتأتي هذه الورشة لتؤكد دور الجزائر في هذا الاتجاه. وفي السياق نفسه مذكرة بدور الجزائر الريادي في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الإفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الإفريقية الكبرى، وهي سانحة أيضا لنذكر أن الجزائر كانت أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة افريقية. وأضافت مولوجي "أن الورشة مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا".

وكشفت مولوجي "ان اختيار الجزائر أيضا من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية". وأشارت ممثلة اليونسكو سوزان شنوتغن إلى أهمية هذا الاجتماع الذي يجمع 44 دولة، حيث ولأول مرة تتباحث الدول مجتمعة في تقييم اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي خلال ورشة سيعمل الخبراء فيها باقتراح الأدوات التي تسمح بصون التراث وتحفيزه وتتجلى أهمية هذه الورشة حسب شنوتغن كونها تشكل أرضية ستعتمد عليها اليونسكو لاحقا في إعداد تقييماتها على المستوى الجهوي قبل صياغة الوثيقة النهائية للسياسات الثقافية. كما أشار طراوري من بوركينا فاسو إلى أهمية التراث الثقافي في تحقيق التنمية المستدامة، حيث ساهمت مجموعات الضغط والفاعلون الثقافيون في تجنب الحرب الأهلية وتوقيف النزاع في بوركينا فاسو لمرتين كما قال.

وأفاد سليمان حاشي أن الورشة ستبحث خلال خمسة أيام كيفية صياغة التقارير الدورية حول التراث الإفريقي، حيث تكتسي هذه التقارير أهمية في طريقة صياغتها الدقيقة والثرية بالمعلومات والتي تعطي صورة عن تراث

أي دولة ترفع لليونسكو، وستعمل الجزائر خلال هذا الاجتماع على مقاسمة تجربتها مع الأصدقاء والأشقاء الأفارقة، حيث سبق وقدمت الجزائر تقريرها السنة الماضية ضمن المجموعة العربية .



<https://africanews.dz/%D8%A7%D9%81%D8%AA%D8%AA%D8%A7%D8%AD-%D9%88%D8%B1%D8%B4%D8%A9-%D9%82%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D8%B5%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AB-%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D9%8A/>

افتتاح ورشة قارية لصون التراث الثقافي غير المادي في الجزائر العاصمة
يستفيد منها خبراء من 44 دولة إفريقية



أشرفت وزيرة الثقافة والفنون الدكتورة «صورية مولوجي» اليوم الثلاثاء بفندق «holiday Inn» بالشرافة في الجزائر العاصمة على افتتاح ورشة قارية حول «تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا»، وذلك في إطار البرنامج المسطر لأحياء شهر التراث 2023
الورشة برعاية وزارة الثقافة ومن تنظيم المركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا (كريسياف)، بالجزائر العاصمة من 25 إلى 29 أفريل الجاري، وبالتعاون مع منظمة اليونسكو ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء في التراث يمثلون «نقاط الارتكاز» لليونسكو للقارة الإفريقية، حسب بيان وزارة الثقافة والفنون.

تنظيم هذه الورشة تحت عنوان «تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا»، حيث تعتبر نقاط الارتكاز بمثابة المراسل المعتمد من كل دولة لدى «اليونسكو» و المكلف بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة.

وتشارك في هذه الورشة 44 نقطة ارتكاز من 44 دولة إفريقية مكلفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، وأكثر من 10 مسهلين، بالإضافة للعديد من الخبراء الدوليين من "اليونسكو" وأيضاً الوطنيين من "كريسيباف" ومن المركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ علم الإنسان والتاريخ.

وتهدف هذه الورشة إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، وهذا بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018.

كما تهدف إلى تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية بإتباع الإجراءات الجديدة، وتقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق لها وأن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة كالجزائر، وكذا تشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية.

وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في إطار هذه الورشة سيكون للمشاركين أيضاً فرصة زيارة معرض خاص بالمواريث الثقافية غير المادية لأفريقيا من إعداد "كريسيباف".

ومن خلال تنظيم هذه الورشة يؤكد "كريسيباف" على "الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية للقارة الأفريقية".

ويعتبر "كريسيباف"، الذي تأسس في 2018، والموضوع تحت إشراف اليونسكو، مركز النقاء لجميع علماء الأنثروبولوجيا الأفارقة وفضاء لتبادل المعارف بين المختصين في التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا.

وتم استحداث هذا المركز، وهو من الفئة 2، تجسيدا لإعلان الجزائر الذي توج ندوة الأنثروبولوجيا الإفريقية المنظمة في 2009 في إطار المهرجان الثقافي الإفريقي الثاني (باناف) المنعقد بالجزائر العاصمة.

بوزيد مخبي

ورشة قارية بالجزائر لتعزيز قدرات خبراء في التراث

ينتمون
ورشة قارية بالجزائر
إلى
44
دولة
إفريقية
في التراث

أشرفت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي أمس الثلاثاء بالجزائر العاصمة على افتتاح أشغال ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء من 44 دولة إفريقية يمثلون نقاط الارتكاز لليونسكو بإفريقيا ينظمها مركز الجزائر الإقليمي لصون التراث الثقافي اللامادي بإفريقيا (كريسياف) إلى غاية 29 أفريل الجاري. وأكدت وزيرة الثقافة والفنون في كلمتها الافتتاحية لهذه الورشة القارية التي حملت عنوان تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ44 دولة إفريقية في مجال إعداد وصياغة التقارير الدورية في إطار تجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا أن الجزائر تبذل قصارى جهودها في مرافقة كل رهانات القارة الإفريقية في عالم لا يهدأ جراء النزاعات المختلفة الأوجه والمتعددة الأهداف . وأشارت السيدة مولوجي خلال هذا اللقاء الذي عرف حضور ممثل وزارة الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج وممثلي العديد من القطاعات إلى جانب المستشار لدى رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الوطنية والدولية والمنظمات غير الحكومية حميد لوناوسي إلى أن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث غير المادي للقارة للمساهمة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو . وأوضحت الوزيرة أيضا أن هذه الورشة بمثابة مناسبة مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا بما يسمح لكل الفاعلين في المجال من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا عن آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي . وتناولت السيدة مولوجي جهود الجزائر ودورها الرائد على المستوى الدولي والإقليمي في مجال حماية التراث الثقافي اللامادي والمادي بإفريقيا خاصة ما تعلق باتفاقية صون التراث الثقافي غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية.

<https://elikaonline.com/%D9%88%D8%B2%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D8%A9-%D8%AA%D8%B4%D8%B1%D9%81-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%81%D8%AA%D8%AA%D8%A7%D8%AD-%D9%88%D8%B1%D8%B4%D8%A9-%D9%82%D8%AF%D8%B1/>

وزيرة الثقافة تشرف على افتتاح ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء في التراث من 44 دولة إفريقية

تحت رعاية اليونيسكو



أشرفت صبيحة اليوم الثلاثاء في فندق « holiday inn » بالشراكة، وزيرة الثقافة والفنون سورية مولوجي على الافتتاح الرسمي لأشغال ورشة قارية حول “تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار إتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا”، والتي ستحتضنها الجزائر إلى غاية 29 أبريل 2023، وتنظمها في إطار البرنامج المُسَطَّر لإحياء شهر التراث 2023، بالتنسيق مع منظمة اليونسكو والمركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا.

وأكدت وزيرة الثقافة والفنون سورية مولوجي في كلمة القاتها، أنه ومن خلال إحتضان الجزائر لهذه الورشة الهامة، فإنه يؤكد الدور الرائد لها في حفظ التراث الحيّ لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الإستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية للقارة الأفريقية، إذ يعد هذا اللقاء مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويًا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي، حيث سيجتمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء، ليترجم بذلك الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الأفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة

بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الأفريقية الكبرى، وهي سائحة أيضا لنذكر أن الجزائر كان أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة أفريقية.

وفي ذات السياق، أفادت الوزيرة أنه تم اختيار الجزائر من طرف منظمة اليونسكو لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا "CRESPIAF"، والمكرس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، خاصة وأن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، والسماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي، ما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الإستراتيجية المسطرة من طرف منظمة اليونسكو، مضيفاً أنه وإلى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، فقد تم أيضا اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية.

وستشارك في أشغال هذه الورشات 44 نقطة ارتكاز (من 44 دول أفريقية) مكلفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من منظمة اليونسكو ومن المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، علم الإنسان والتاريخ، حيث تهدف إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في أعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018، كما ستعمل على تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية باتباع الإجراءات الجديدة، وكذا تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق ولها أن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة في الجزائر وتشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية، علما أنه وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في هذه الورشة، سيكون للمشاركين فرصة لزيارة معرض خاص بالتراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، من إعداد المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا.

والجدير بالذكر ان اللقاء تم بحضور كل من ، مستشار رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الدولية والوطنية والمنظمات غير الحكومية، ممثلو وزير الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج، و المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جمهورية جنوب إفريقيا، و المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من جمهورية بوركينا فاسو، مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، السادة المشاركون من 44 دولة إفريقية.

رادية مراكشي

<https://www.djazairess.com/elhavat/224734>

مولوجي تشرف على افتتاح أشغال ورشة "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين ل 44 دولة إفريقية"

أشرفت صبيحة اليوم الثلاثاء وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي على الافتتاح الرسمي لأشغال ورشة قارية حول "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين ل 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار إتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا"، والتي ستحتضنها الجزائر إلى غاية 29 أبريل 2023، وتنظمها في إطار البرنامج المُسطّر لإحياء شهر التراث 2023، بالتنسيق مع منظمة اليونسكو والمركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا.

وأكدت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي، بأنه ومن خلال إحتضان الجزائر لهذه الورشة الهامة، فإنه يؤكد الدور الرائد لها في حفظ التراث الحيّ لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارد الثقافية للقارة الأفريقية، إذ يعد هذا اللقاء مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي، حيث سيجتمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء، ليترجم بذلك الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الإفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الإفريقية الكبرى، وهي سانحة أيضا لنذكر أن الجزائر كان أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة إفريقية.

وفي ذات السياق، أفادت الوزيرة أنه تم اختيار الجزائر من طرف منظمة اليونسكو لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا CRESPIA، والمكرس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، خاصة وأن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضع القانوني لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، والسماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي، ما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف منظمة اليونسكو، مضيفاً أنه وإلى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، فقد تم أيضا اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية.

وستشارك في أشغال هذه الورشات 44 نقطة ارتكاز (من 44 دول إفريقية) مكلفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من منظمة اليونسكو ومن المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، علم الانسان والتاريخ، حيث تهدف إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018، كما ستعمل على تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية باتّباع الإجراءات الجديدة، وكذا تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق

ولها أن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة في الجزائر وتشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية، علما أنه وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في هذه الورشة، سيكون للمشاركين فرصة لزيارة معرض خاص بالتراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، من اعداد المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا. وقد تم اللقاء بحضور كل من ، مستشار رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الدولية والوطنية والمنظمات غير الحكومية، ممثلو وزير الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج، السيدة المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جمهورية جنوب إفريقيا، السيد المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من جمهورية بوركينا فاسو، السيد مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، السادة المشاركون من 44 دولة إفريقية.

نسرین أحمد زواوی

<https://www.el-massa.com/dz/%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D8%A9/%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1-%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D8%AF%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D8%AD%D9%81%D8%B8-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AB-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%8A-%D9%84%D8%A5%D9%81%D8%B1%D9%8A%D9%82%D9%8A%D8%A7>

لفائدة الموارث الثقافية، مولوجي:

الجزائر رائدة في حفظ التراث الحي لإفريقيا

أكدت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي، أمس الثلاثاء، على الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لـ"اليونسكو"، لفائدة الموارث الثقافية للقارة الأفريقية، واعتبرت أن احتضانها الجزائر لأشغال ورشة قارية حول "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية، في إطار اتفاقية 2003، لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا"، مناسبة لتقييم السياسات العمومية



المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي.

أشارت الوزيرة، إلى أن هذه الورشة تسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل، من منظمات وخبراء، بالنظر بصفة علمية وتشاركية إلى حالة التراث في قارتنا، والبحث سويا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي، وقالت "ستجمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب، ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي، وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل، من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء".

وقبل أن تذكر بأن الجزائر كانت أول بلد على المستوى العالمي، الذي صادق خلال سنة 2004، على الاتفاقية العالمية، المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003، والتي تسجل اليوم، انخراط 180 دولة، من بينها خمسون دولة إفريقية، أكدت مولوجي أن هذا اللقاء يترجم الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى، مثل "اليونسكو" أو الاتحاد الإفريقي، فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى، خاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003، واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الإفريقية الكبرى.

في السياق، أفادت الوزيرة بأن المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، المكرس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، والذي اختارت "اليونسكو" الجزائر لاحتضانه، يخدم رهان الدول الإفريقية، والمتمثل في تحسين الوضع القانوني لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، وضمان التسيير الفعال له، مع ضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، فضلا عن السماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث

غير المادي، ما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف منظمة "اليونسكو".

للإشارة، تتعدّد أشغال الورشة القارية حول "تعزيز قدرات الارتكاز الوطنيين لـ44 دولة إفريقية، في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا"، من 25 إلى 29 أبريل الجاري، بالتنسيق مع منظمة "اليونسكو" والمركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، بحضور المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جنوب إفريقيا، وكذا المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من بوركيينا فاسو، ودير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، إلى جانب المشاركين من 44 دولة إفريقية.

هذه الورشات تشارك فيها 44 نقطة ارتكاز (من 44 دولة إفريقية)، مكلّفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية، الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من منظمة "اليونسكو"، ومن المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، علم الإنسان والتاريخ، وتهدف إلى إعلام نقاط الارتكاز بالألية الجديدة المتبناة من طرف "اليونسكو" في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020، والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لـ"اليونسكو" في 2018، كما ستعمل على تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية، باتباع الإجراءات الجديدة، وكذا تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق لها أن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة في الجزائر، وتشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية.

<http://www.ech-chaab.com/ar/%D8%A7%D9%84%D8%AD%D8%AF%D8%AB/%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D9%8A/item/208511-%D9%85%D9%80%D9%88%D9%84%D9%80%D9%80%D9%88%D8%AC%D9%80%D9%80%D9%8A-%D8%AA%D9%81%D8%AA%D8%AA%D8%AD-%D9%88%D8%B1%D8%B4%D9%80%D8%A9-%D8%B5%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%91%D8%B1%D8%A7%D8%AB-%D8%BA%D9%80%D9%80%D9%80%D9%8A%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%80%D8%A7%D8%AF%D9%8A.html>

يشارك بها خبراء من 44 دولة إفريقية
مولوجي تفتتح ورشة صون التراث غير المادي



أشرفت، أمس، وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي، في إطار البرنامج المُسَطَّر لإحياء شهر التراث 2023 من فندق «holiday Inn» بالشراكة بالجزائر العاصمة، على الافتتاح الرسمي لأشغال ورشة قارية حول «تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا»، التي ستحتضنها الجزائر في الفترة الممتدة من 25 إلى 29 أبريل الجاري، بالتنسيق مع منظمة اليونسكو والمركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا.

أكدت وزيرة الثقافة والفنون، صورية مولوجي، أثناء إشرافها على إعطاء إشارة الانطلاق الرسمي لأشغال هذه الورشات، أنه ومن خلال احتضان الجزائر لهذه الورشة الهامة، يتأكد «الدور الرائد لها في حفظ التراث الحي لأفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الإستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية للقارة الإفريقية، حيث يعد هذا اللقاء مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبدولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا، والبحث سويا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي.»

وأضافت مولوجي أنّ هذا اللقاء سيجمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل، من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء المترجم بذلك للدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الإفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى، وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية

الأفريقية

إلى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، فقد تمّ اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير وفق ما أكّدت الوزيرة، والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية. للإشارة، حضر الافتتاح مستشار رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الدولية والوطنية والمنظمات غير الحكومية، ممثلو وزير الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج، المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جمهورية جنوب إفريقيا، المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من جمهورية بوركينا فاسو، مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، إلى جانب مشاركين من 44 دولة إفريقية، والتي ستشارك في أشغال هذه الورشات 44 نقطة ارتكاز، حيث ستتكلّل بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة.

<https://elraed.dz/158064-%D9%85%D9%88%D9%84%D9%88%D8%AC%D9%8A-%D8%AA%D8%A8%D8%B1%D8%B2-%D8%AC%D9%87%D9%88%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1-%D9%88%D8%AF%D9%88%D8%B1%D9%87%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%AD%D9%85%D8%A7%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AB-%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%84%D8%A7%D9%85%D8%A7%D8%AF%D9%8A-%D9%88%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%AF%D9%8A-%D8%A8%D8%A5%D9%81%D8%B1%D9%8A%D9%82%D9%8A%D8%A7>

مولوحي تبرز جهود الجزائر ودورها في حماية التراث الثقافي اللامادي والمادي بإفريقيا

في افتتاح ورشة قارية حول تعزيز قدرات خبراء في التراث من 44 دولة



أبرزت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوحي جهود الدولة الجزائرية فيما يخص مساعي حماية التراث الثقافي المادي واللامادي بالقارة السمراء، جاء ذلك خلال إشرافها أمس الثلاثاء، بالجزائر العاصمة، على افتتاح أشغال ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء من 44 دولة إفريقية يمثلون "نقاط الارتكاز" لليونسكو بإفريقيا ينظمها مركز الجزائر الإقليمي لصون التراث الثقافي اللامادي بإفريقيا (كريسبياف) إلى غاية 29 أفريل الجاري.

وأكدت صورية مولوحي في كلمتها الافتتاحية لهذه الورشة القارية التي حملت عنوان "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في مجال إعداد وصياغة التقارير الدورية في إطار تجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا" أن "الجزائر تبذل قصارى جهودها في مرافقة كل رهانات القارة الإفريقية في عالم لا يهدأ جراء النزاعات المختلفة الأوجه والمتعددة الأهداف".

وأشارت خلال هذا اللقاء، الذي عرف حضور ممثل وزارة الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج وممثلي العديد من القطاعات إلى جانب المستشار لدى رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الوطنية والدولية والمنظمات غير الحكومية حميد لوناوسي، إلى أن "رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث غير المادي للقاء للمساهمة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو."

وأوضحت الوزيرة أيضا أن هذه الورشة بمثابة "مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا بما يسمح لكل الفاعلين في المجال من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا عن آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي."

وتناولت مولوجي جهود الجزائر ودورها الرائد على المستوى الدولي والإقليمي في مجال حماية التراث الثقافي اللامادي والمادي بإفريقيا، خاصة ما تعلق باتفاقية صون التراث الثقافي غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية.

وذكرت الوزيرة في سياق كلامها بأنه تم اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان "المتحف الإفريقي الكبير" الذي أوكلت له مهام "التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية التي سلبت بطريقة غير شرعية."

وأوضح من جهته مدير مركز الجزائر الإقليمي لصون التراث الثقافي اللامادي بإفريقيا (كريسيباف)، سليمان حاشي، أن الورشة "تنظم بالتعاون مع منظمة اليونسكو في مجال إعداد وصياغة التقارير الدورية في إطار تجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا."

وأضاف حاشي أن الورشة تهدف أساسا إلى "إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، وهذا بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018."

وبعد استعراضه لأهم مهام ونشاطات المركز الذي يشرف عليه أكد حاشي على "استعداد الجزائر لتقديم خبرتها للخبراء المشاركين في صياغة التقارير الدورية والصعوبات التي اعترضتها في إعداد التقارير."

كما أعلن عن تنظيم "شهر أكتوبر القادم" ملتقى دولي بالجزائر العاصمة بمناسبة إحياء الذكرى العشرين لاتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي بإفريقيا.

وأعربت بدورها رئيسة وحدة تدعيم قدرات وسياسات صون التراث الحي باليونسكو، سوزان شنوتغن، عن سعادتها لـ "المشاركة القياسية" ممثلة بـ 44 دولة من القارة الأفريقية في هذه الورشة بالجزائر، قائلة "نحن راضون عن كل ما أنجز خلال هذه الفترة"، كما ثمنت شنوتغن "دور الجزائر الهام وجهودها في مجال حماية وصون التراث الثقافي وأهمية الشراكة والتعاون المهم بين المركز الجزائري واليونسكو"، مؤكدة أن "التقارير الدورية بصيغتها الجديدة أداة عملية أساسية للسياسات العامة لحماية التراث الثقافي وتحقيق التنمية المستدامة".

وتميزت أشغال اليوم الأول للورشة بانعقاد جلسة مغلقة للخبراء المشاركين سيتم خلالها مناقشة مختلف النقاط ذات الصلة بمحور اللقاء، وهذا بهدف تعزيز التعاون وخلق شراكات واستعراض مختلف التجارب الإقليمية في مجال صون التراث الثقافي اللامادي وأهمية صياغة التقارير الدورية، إلى جانب تأثيرها في إعداد السياسات العمومية من أجل تحقيق التنمية المستدامة في إفريقيا.

<https://al24news.com/%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1-%D9%88%D8%B1%D8%B4%D8%A9-%D9%84%D9%81%D8%A7%D8%A6%D8%AF%D8%A9-%D8%AE%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D8%A1-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AB-%D8%BA%D9%8A/#:~:text=%D9%8A%D9%86%D8%B8%D9%85%20%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D9%83%D8%B2%20%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%82%D9%84%D9%8A%D9%85%D9%8A%20%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1%20%D9%84%D8%B5%D9%88%D9%86,%D8%AD%D8%B3%D8%A8%20%D8%A8%D9%8A%D8%A7%D9%86%20%D9%84%D9%88%D8%B2%D8%A7%D8%B1%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1%D9%8A%D8%A9.>

الجزائر: ورشة لفائدة خبراء في التراث غير المادي من 44 دولة إفريقية



ينظم المركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا (كريسبياف)، بالجزائر العاصمة من 25 إلى 29 أبريل الجاري، وبالتعاون مع منظمة اليونسكو ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء في التراث يمثلون "نقاط الارتكاز" لليونسكو للقارة الإفريقية، حسب بيان لوزارة الثقافة الجزائرية.

وتنظم هذه الورشة تحت عنوان “تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا”، حيث تعتبر نقاط الارتكاز بمثابة المراسل المعتمد من كل دولة لدى اليونسكو والمكلف بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة.

وتشارك في هذه الورشة 44 نقطة ارتكاز من 44 دولة إفريقية مكلفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، وأكثر من 10 مسهلين، بالإضافة للعديد من الخبراء الدوليين من اليونسكو وأيضا الجزائريين من “كريسيباف” ومن المركز الجزائري للبحوث في عصور ما قبل التاريخ وعلم الإنسان والتاريخ.

وتهدف هذه الورشة إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، وهذا بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018.



ومن خلال تنظيم هذه الورشة يؤكد “كريسيباف” على “الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية للقارة الإفريقية.”

وتم استحداث هذا المركز، وهو من الفئة 2، تجسيدا لإعلان الجزائر الذي توج ندوة الأنثروبولوجيا الإفريقية المنظمة في 2009 في إطار المهرجان الثقافي الإفريقي الثاني (باناف) المنعقد بالعاصمة.

<https://www.internews.dz/%D8%B5%D9%8F%D9%88%D8%B1%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D9%8F%D9%88%D9%84%D9%88%D8%AC%D9%8A-%D8%AA%D8%B4%D8%B1%D9%81-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%81%D8%AA%D8%AA%D8%A7%D8%AD-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%B3%D9%85%D9%8A/>

وزيرة الثقافة تشرف على افتتاح أشغال ورشة قارية للحفاظ على التراث الحي في إفريقيا

أشرفت السيدة وزيرة الثقافة والفنون الدكتورة “صُورية مُولوجي” صبيحة اليوم الثلاثاء 25 أفريل 2023 على الافتتاح الرسمي لأشغال ورشة قارية حول “تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار إتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا”، والتي ستحتضنها الجزائر في الفترة الممتدة من 25 إلى 29 أفريل 2023، بالتنسيق مع منظمة اليونسكو والمركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، وهذا بحضور السيد مستشار رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الدولية والوطنية والمنظمات غير الحكومية، ممثل وزير الشؤون الخارجية والجمالية الوطنية بالخارج، السيدة المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جمهورية جنوب إفريقيا، السيد المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من جمهورية بوركينا فاسو، السيد مدير المركز الاقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، السادة المشاركون من 44 دولة إفريقية.



وأكدت السيدة وزيرة الثقافة والفنون الدكتورة “صُورية مُولوجي” أثناء إشرافها على إعطاء إشارة الانطلاقة الرسمية لأشغال هذه الورشات، أنه ومن خلال إحتضان الجزائر لهذه الورشة الهامة، فإنه يؤكد الدور الرائد لها في حفظ التراث الحيّ لافريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية للقارة الأفريقية، إذ يعد هذا اللقاء مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي، حيث ستجمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء، ليترجم بذلك الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الأفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الأفريقية الكبرى، وهي ساحة أيضا لنذكر أن الجزائر كان أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة إفريقية.

وفي ذات السياق، أفادت السيدة الوزيرة أنه تم اختيار الجزائر من طرف منظمة اليونسكو لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا CRESPIAF، والمكرس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، خاصة وأن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية

القانونية لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، والسماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي، ما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف منظمة اليونسكو، مضافة أنه وإلى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، فقد تم أيضا اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية.

وستشارك في أشغال هذه الورشات 44 نقطة ارتكاز (من 44 دول إفريقية) مكلفة باعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من منظمة اليونسكو ومن المركز الاقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، علم الانسان والتاريخ، حيث تهدف إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في اعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018، كما ستعمل على تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية بالتتابع الإجراءات الجديدة، وكذا تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق ولها أن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة في الجزائر وتشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية، علما أنه وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في هذه الورشة، سيكون للمشاركين فرصة لزيارة معرض خاص بالتراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، من اعداد المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا.

<https://tahwaspresse.dz/%D9%88%D8%B2%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D8%A9-%D8%AA%D8%B4%D8%B1%D9%81-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%81%D8%AA%D8%AA%D8%A7%D8%AD-%D8%A3%D8%B4%D8%BA%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84/>

وزيرة الثقافة تشرف على افتتاح الورشة القارية لحماية التراث الثقافي الغير مادي في إفريقيا

أشرفت، وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي، اليوم الثلاثاء، على الافتتاح الرسمي لأشغال ورشة قارية حول "تعزيز قدرات نقاط الإرتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية، في إطار إتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا"، والتي ستحتضنها الجزائر في الفترة الممتدة من 25 إلى 29 أبريل 2023، بالتنسيق مع منظمة اليونسكو والمركز الإقليمي بالجزائر.



وحضر هذا الإفتتاح، كل من مستشار رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الدولية والوطنية والمنظمات غير الحكومية، ممثلو وزير الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج، المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جمهورية جنوب إفريقيا، المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من جمهورية بوركينا فاسو، مدير المركز الاقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، و المشاركون من 44 دولة إفريقية.

وأكدت الوزيرة، أثناء إعطائها إشارة الانطلاقة الرسمية لأشغال هذه الورشات، أنه ومن خلال إحتضان الجزائر لهذه الورشة الهامة، فإنه يؤكد الدور الرائد لها في حفظ التراث الحي لأفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارد الثقافية للقارة الأفريقية، إذ يعد هذا اللقاء مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية



وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي، وهي سانحة أيضا لنذكر أن الجزائر كان أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة افريقية.

و أوضحت الوزيرة، أنه تم اختيار الجزائر من طرف منظمة اليونسكو لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا CRESPIAF، والمكرس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، خاصة وأن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، وكذا السماح له بالتركيز على نشاطات البحث



العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي، ما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف منظمة اليونسكو، مضيئة في ذات السياق أنه وإلى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، فقد تم أيضا اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية.

للإشارة، ستنشارك في أشغال هذه الورشات 44 نقطة ارتكاز (من 44 دول افريقية) مكلفة باعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من منظمة اليونسكو ومن المركز الاقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، علم الانسان والتاريخ، حيث تهدف إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في اعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الادارية لليونسكو في 2018، كما ستعمل على تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية باتباع الإجراءات الجديدة، وكذا تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق ولها أن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة في الجزائر وتشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الافريقية.

خديجة فيرة

<https://barakanews.dz/posts/rhan-aldol-alfryky-lthsyn-alodaay-alkanony-lson-altrath-althkafy-allamady>

رهان الدول الإفريقية لتحسين الوضعية القانونية لصون التراث الثقافي اللامادي



نزيرة سعودي

أشرفت وزيرة الثقافة و الفنون صورية مولوجي صبيحة اليوم الثلاثاء على أشغال ورشة قارية حول "تعزيز قدرات نفاط الارتكاز الوطنيين في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في افريقيا"، و المنظمة من طرف اليونيسكو و المركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي الغير المادي لإفريقيا من 25 إلى 29 أفريل 2023 بالجزائر العاصمة.

و في هذا الصدد كشفت وزيرة الثقافة و الفنون صورية مولوجي أن الجزائر ترفع من أجل رقيها ونهضتها وتنميتها في جميع المجالات، ما فتئت تبذل جهودها في مرافقة كل رهانات القارة الافريقية في عالم لا يهدأ جراء النزاعات المختلفة الأوجه والمتعددة الأهداف.

مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة للتراث الثقافي

و في نفس السياق أوضحت مولوجي أن اجتماع اليوم بصفة فاعلين في النهضة الثقافية للقارة السمراء في ورشة تعزيز القدرات لنقط الارتكاز للقارة الإفريقية لاتفاقية 2003، رفقة نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب، للعمل

وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل ليكون لقاء الجزائر أرضية متينة لانطلاق واعية في رسم المخرجات الضرورية من أجل بلوغ الأهداف المرجوة.

الدور الريادي للجزائر في دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية

و في سياق آخر ثمنت وزيرة الثقافة و الفنون الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الأفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 و اتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الأفريقية الكبرى، و ذكرت أن الجزائر أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية و المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 و التي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة افريقية.

و من جهة أخرى شددت ذات الوزيرة أن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة.

الإشادة بدور المجتمع المدني

كما أشادت الوزيرة بمساهمة المجتمع المدني الواعي بالتحديات والرهانات التي يمثلها الموروث الثقافي الوطني وتقديره لأواصر الأخوة والصداقة والاحترام والتضامن التي تربط الجزائر مع الدول الإفريقية، وذلك للمساهمة في إسماع كلمة إفريقيا، معلنة عن افتتاح أشغال ورشة تعزيز القدرات لنقط الارتكاز للقارة الإفريقية لاتفاقية 2003.

مشاركة 44 دولة إفريقية لإعداد التقارير الدورية لصون التراث الثقافي غير المادي

على هامش أشغال الورشة عبّر البروفيسور سليمان حاشي مدير المركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا اليونسكو عن سروره بهذه الورشة.

و أشار أن الفعاليات تجرى بمشاركة 44 دولة ستعمل على إصدار قراراتها الدورية حول حالة التراث الثقافي الغير مادي في القارة، مشيراً أن هذه التقارير صعبة و بما أن الجزائر لها تجربة من قبل ارتأينا أن تستفيد منها الدول الأخرى.

و بالحديث عن نقاط الإرتكاز أوضح حاشي " أنه يعتمد على شخص معين رسمياً من طرف وزير الثقافة لكل بلد و ذلك للعمل مع منظمة اليونسكو و القيام باتفاقية التراث الثقافي اللامادي."

وتكلف الورشات باعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة.

<http://eldjazaironline.dz/Accueil/%D9%88%D8%B2%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%82%D8%A7%D9%81%D8%A9-%D9%88%D8%A7%D9%84%D9%81%D9%86%D9%88%D9%86-%D8%B5%D9%88%D8%B1%D9%8A%D8%A9-%D9%85%D9%88%D9%84%D9%88%D8%AC%D9%8A-%D8%AA%D9%84/>

وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي: “تلعب الجزائر دورا رياديا في حفظ التراث الحي لإفريقيا”

أكدت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي منذ أيام، خلال إشرافها على إعطاء إشارة الانطلاقة الرسمية لأشغال ورشة قارية حول “تعزير قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا”، على الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الإستراتيجية لـ “اليونسكو”



لفائدة الموراث الثقافيّة للقارة الإفريقية، معتبرة أن هذا اللقاء يعد مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي.

وأضافت أن الحدث يجمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء، ليرجم بذلك الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى على غرار: “اليونسكو” أو الاتحاد الإفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزير تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الإفريقية الكبرى، وهي سانحة أيضا لنذكر أن الجزائر كان أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة إفريقية.

وأشارت الوزيرة أنه تم اختيار الجزائر من طرف منظمة “اليونسكو” لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا CRESPIAF، والمكرس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، خاصة وأن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، والسماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي، ما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف منظمة “اليونسكو”، مبرزة أنه وإلى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، فقد تم أيضا اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية.

في سياق ذي صلة، تأتي الورشة المنظمة بالتنسيق مع منظمة "اليونسكو" والمركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا"، في إطار البرنامج المُسطّر لإحياء شهر التراث 2023، حيث يستمر تنظيمها إلى غاية 29 أبريل 2023، وقد عرف الافتتاح حضور مستشار رئيس الجمهورية المكلف بالمنظمات الدولية والوطنية والمنظمات غير الحكومية، ممثلو وزير الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج، المسيرة الرئيسية لاتفاقية 2003 من جمهورية جنوب إفريقيا، المسير الرئيسي لاتفاقية 2003 من جمهورية بوركينا فاسو، مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، السادة المشاركون من 44 دولة إفريقية.

وتهدف إلى إعلام نقاط الارتكاز بالألية الجديدة المتبنّاة من طرف "اليونسكو" في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الادارية لـ "اليونسكو" في 2018، كما ستعمل على تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية باتّباع الإجراءات الجديدة، وكذا تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق ولها أن قدّمت تقاريرها في الدورات السابقة في الجزائر وتشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية، علما أنه وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في هذه الورشة، سيكون للمشاركين فرصة لزيارة معرض خاص بالتراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، من إعداد المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا.

صبرينة ك



الجزائر تحتضن ورشة قارية حول التراث.. وخبراء يؤكدون:

التراث اللامادي يلعب دورا مهما في السلام والتنمية المستدامة

مولوجي: تحسين الوضع القانوني لحفظ التراث اللامادي رهان الدول الإفريقية



انطلقت أمس بمنتدى هوليداي بالجزائر العاصمة أشغال الورشة القارية حول "تعزير قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا" بمشاركة خبراء من 44 دولة إفريقية.

ليونسكو جهودات الجزائر في مجال حماية التراث اللامادي واحتضانها للورشة الإفريقية.

وقالت، "اعتقد أن ورشتنا ذات رمزية بفضل الجزائر وهذا الحضور لتعزيز الشبكة الإفريقية للعمل وصون التراث الإفريقي الذي يشكل أحد ركائز التنمية المستدامة وتعزيز السلام في القارة وهناك الكثير مما يجب القيام به في هذا المجال. مضيضة في السياق؛

السابق؛ اليونسكو ممثلة وسعيدة لعقد الاجتماع في الجزائر الذي استقبلنا بحفاوة ويعطي قيمة لاتفاقيتنا التي أبرمت عام 2003.

كما اعتبر سدي طراوي (مسهل رئيسي) أن التراث الثقافي مهم جدا في التنمية المستدامة وقدم مثلا على ذلك في بوركينافاسو أين تحولت الحرف التقليدية إلى مصدر مهم للدخل وكيف ساهم التراث في تحقيق السلام.



التي يمثلها الموروث الثقافي الوطني، مع التقدير الكامل لأواصر الأخوة والصداقة والاحترام والتضامن التي تربط الجزائر مع الدول الإفريقية، واستنادا على ما سبق أرفع خالص الشكر لمنظمة اليونسكو والاتحاد الإفريقي وجميع دول القارة على دعمنا في هذا الجهد النبيل الذي يساهم في إسماع كلمة إفريقيا، لنقول جميعا: إن هذه القارة الأم التي بدأت منها المفامرة البشرية هي الثقافة الإفريقية أيضا قسرة الحاضر والمستقبل، والإنسانية على حد سواء.

سليمان حاشي
مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي اللامادي في إفريقيا؛

نشأ استجابة الدول الإفريقية لهذا اللقاء وحضورهم بقوة

اعتبر البروفيسور سليمان حاشي مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا أن نقاط الارتكاز لـ 44 دولة إفريقية يشكل رقما كبيرا. وأوضح سليمان حاشي خلال افتتاح اللقاء أن الورشة جد مهمة وستركز حول مسألة التقارير الدولية لأن كل إقليم انتخابي تمتع له سنة لتقديم تقرير خاص لصون وحماية التراث اللامادي. وضمن حاشي استجابة الدول الإفريقية لهذا اللقاء وحضورهم بقوة مؤكدا في السياق ذاته أن الجزائر لديها الخبرة في المجال حيث قدمت التقرير الخاص بها عام 2022. وأكد حاشي أن الورشة القارية ستكون الفرصة لتبادل الخبرات وستقدم الجزائر تجربتها والصعوبات التي اعترضتها لصياغة هذا التقرير.

متمثلة اليونسكو؛
نشأ جهودات الجزائر واحتضانها لهذا اللقاء
من جهتها ثمنت سوزان شنوتغن رئيسة وحدة تعزير القدرات وسياسة التراث قسم التراث الحي في قطاع الثقافة

وترقية التراث الثقافي غير المادي. وأشادت مولوجي بالدور الريادي الذي تؤديه الجزائر

في المنظمات مثل اليونسكو أو الاتحاد الإفريقي فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى وخاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزير وتنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإجازات الثقافية الإفريقية الكبرى. مشيرة في السياق أن الجزائر كانت أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 والتي تسجل اليوم الخراط 180 دولة من بينها خمسون دولة إفريقية. وتم اختيار الجزائر من طرف منظمة اليونسكو لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا والمركز لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية. واعتبرت ذات المسؤولة أن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضع القانوني لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، والسماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وحجده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي مما سيسمح له بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف منظمة اليونسكو.

مضيضة في السياق، "والى جانب المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، تم اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أولكت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية". وتابعت: "لابد من الإضاءة بمساهمة المجتمع المدني الواعي بالتحديات الرهانات



ح-ح

وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي؛

تحسين الوضع القانوني لحفظ التراث اللامادي رهان الدول الإفريقية

ثمنت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي بالمناسبة دور الجزائر في القارة الإفريقية وقالت بالخصوص؛

صديقة فوق العادة لكل الشعوب الإفريقية، ترفع من أجل رقيها ونهضتها وتنميتها في جميع المجالات. مضيضة في السياق؛ "الجزائر بذلت قصارى جهودها في مراقبة كل رهانات القارة الإفريقية في عالم لا يهدأ جراء النزاعات المختلفة الأوجه ومتعددة الأهداف".

وذكرت مولوجي أن التحديات الكبرى في القارة الإفريقية تظل قائمة كما كانت بالأمس، وتدعو كل الطاقات والخبرات إلى الوقوف في مواجهتها باليقظة المرجوة والحكمة والجدية في مقاربة القضايا الإشكالية قصد بلورة الحلول الناجمة والدافعة إلى تحقيق آمال الشعوب الإفريقية قاطبة، وحماية جوهر وجودها حضاريا وثقافيا وإنسانيا.

وأكدت مولوجي في كلمتها على أهمية هذا اللقاء حيث علت بالقول، "في هذا السياق تجتمع اليوم كفاعلين في النهضة الثقافية لئارتنا السمرية في ورشة تعزير القدرات لنقاط الارتكاز للقارة الإفريقية لاتفاقية 2003، تجتمع رفقة نخبة رفيعة من الخبراء والتجاربي كي نعمل وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل يحدونا أمل عميق في أن يكون للجزائر أرضية مثبته لانطلاقه واع في رسم الخرجات الضرورية التي نضطلع بها جميعا من أجل الأهداف المرجوة من هذا اللقاء.

واعتبرت مولوجي أن هذا اللقاء يعد مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبذولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للخطير بصمة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبعث سويا على آليات حماية وصون

وزيرة الثقافة والضنون صورية مولوجي؛

الجزائر قبله للتراث الثقافي غير المادي في إفريقيا

• مشاركة 44 نقطة ارتكاز من القارة السمراء بالعاصمة

افتتحت أمس وزيرة الثقافة والفنون الدكتورة صورية مولوجي، الورشة القارية التي احتضنتها الجزائر العاصمة حول، تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، وهذا من 25 إلى 29 أبريل 2023، والتي عرفت مشاركة 44 نقطة ارتكاز قادمة من 44 دولة إفريقية، وكان هذا بحضور مدير المركز الإقليمي CRESPIAF البروفيسور سليمان حاشي، ورئيسة وحدة تعزيز القدرات وسياسة التراث من قسم التراث الحي في قطاع الثقافة لليونسكو سوزان شونونغ، والمسئولة الرئيسية آريت ديكون، والمسؤول الرئيسي سيدي طراوري.



والمصادق عليها من قبل الهيئات الإدارية لليونسكو في 2018، والتي تتولى تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية باتباع الإجراءات الجديدة، مع تقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق لها وأن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة كالجائر، مع تشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية، بالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في هذه الورشة، سيكون للمشاركين فرصة لزيارة معرض خاص بـ «الموروث الثقافي غير المادي لإفريقيا»، من إعداد المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، من خلال تنظيم هذه الورشة الهامة، وهذا ما يبرز الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموروث الثقافي للقارة الإفريقية، 2020، التي طرأت عليها في 2020،

قدم مدير المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا البروفيسور سليمان حاشي، الأهداف من الورشة القارية التي احتضنتها الجزائر حول، تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين في إعداد التقارير الدورية في إطار الاتفاقية 2003 لحفظ التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، والتي تعرف مشاركة 44 نقطة ارتكاز من مختلف البلدان الإفريقية وأكثر 10 مسهلين، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من اليونسكو والوطنيين من المركز الإقليمي CRESPIAF والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، مشيرا إلى أن هذه المبادرة تحت رعاية اليونسكو، وتحت وصاية وزارة الثقافة والفنون والتي تهدف أساسا إلى إعلام نقاط الارتكاز بالأدلة الجديدة المتنبئة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، بعد التغييرات والتعدلات التي طرأت عليها في 2020،

أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية.

المجتمع المدني وواع بتحديات ورهانات الموروث الثقافي الوطني

أشادت الدكتورة صورية مولوجي، بمساهمة المجتمع المدني الواعي بالتحديات والرهانات التي يمثلها الموروث الثقافي الوطني، مع التقدير الكامل لأواصر الأخوة والصداقة والاحترام والتضامن التي تربط الجزائر مع الدول الإفريقية، مشيدة بمنظمة اليونسكو والاتحاد الإفريقي، وجميع دول القارة على دعم الجزائر في هذا الجهد النبيل الذي يساهم في إسماع كلمة إفريقيا، لنقول جميعا: إن هذه القارة الأم التي بدأت منها المغامرة البشرية هي أيضا قارة الحاضر والمستقبل، والإنسانية على حد سواء.

البروفيسور سليمان حاشي: الجزائر لها دور رائد في حفظ التراث الحي لإفريقيا

وفق الرؤية المتبصرة بعراقة الماضي وتحديات المستقبل، مؤكدة أن لقاء الجزائر سيكون أرضية مثبته لانطلاق واعية في رسم المخرجات الضرورية التي نضطلع بها جميعا من أجل بلوغ الأهداف المرجوة في هذا الاجتماع الذي يعد بكل تأكيد مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبدولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل من منظمات وخبراء للنظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا والبحث سويًا على آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي خاصة أنه يأتي مع الاحتفاء بالجزائر بشهر التراث

حكيم مالك

بلادنا واجهة القارة السمراء في المتوسط

أكدت وزيرة الثقافة والفنون صورية مولوجي أن الجزائر المحروسة واجهة القارة السمراء في المتوسط، فبلادنا كانت دوما المصدر الأرحب لمعوم إفريقيا تؤمن بقضاياها العادلة وهي صديقة فوق العادة لكل الشعوب الإفريقية، تراع مع أجل رقيها ونهضتها وتمييزها في جميع المجالات ومن هذا المنطلق الحضاري ما فتئت الجزائر تبذل قصور جهودها في مرافقة كل رهانات القارة الإفريقية في عالم لا يهدأ إجراء النزاعات المختلفة الأوجه والمتعددة الأهداف، وإذا كانت إفريقيا ما تزال تعاني من مخلفات استعمار تقليدي يتخذ اليوم طرائق جديدة تصبو في مجملها إلى السيطرة واستنزاف مقدرات الشعوب، وتعطيل مسارات التنمية والنمو الحضاري في بعض بلدانها، وإرباك مساراتها الثقافية ونهب تراثها الحضاري، وبالتالي فإن التحديات الكبرى في القارة السمراء تظل قائمة كما كانت



تظن قائمة كما كانت بالأمس، وتدعو كل الطاقات والخبرات إلى الوقوف في مواجهتها باليقظة المرجوة والحكمة الجيدة في مقاربة القضايا الإشكالية قصد بلورة الحلول الناجمة والدافعة إلى تحقيق آمال الشعوب الإفريقية قاطبة، وحماية جوهر وجودها حضاريا وثقافيا وإنسانيا.

تعزيز قدرات نقاط الارتكاز للقارة الإفريقية

أشارت مولوجي إلى أننا نجتمع اليوم كفاعلين في النهضة الثقافية لقارتنا الإفريقية في ورشة تعزيز قدرات نقاط الارتكاز للقارة الإفريقية لاتفاقية 2003، رفقة نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب لكي تعمل

من 18 أبريل إلى 18 ماي 2023، والذي أخذ بعده الإفريقي في هذه السنة من خلال تنظيم هذه الدورة التكوينية والورشة التدريبية التي تستضيف 44 نقطة ارتكاز من أجل تعزيز قدراتهم على إعداد تقارير جوهية خاصة في إطار اتفاقية لصون التراث الثقافي الإفريقي اللامادي، وتوسع هذه الورشة إلى تفعيل مختلف الآليات التي تسمح بتحقيق أهداف هذه الاتفاقية.

اختيار الجزائر لاحتضان المتحف الإفريقي الكبير

أوضحت وزيرة الثقافة والفنون، بأن الجزائر تؤدي دور ريادي في المنظمات الدولية الكبرى مثل



الأربعاء 26 أفريل 2023 م
الموافق 6 شوال 1444 هـ

ثقافة

خلال ورشة "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية"

التأكيد على الدور الريادي للجزائر في صون التراث الإفريقي

أكدت وزيرة الثقافة والفنون، الدكتورة صورية مولوجي، أثناء إعطائها إشارة انطلاق أشغال الورشة القارية حول "تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا"، والتي تحتضنها الجزائر إلى غاية 29 أفريل الجاري، على "الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الإستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارد الثقافية للقارة الإفريقية".

مسعودة . ب



● اعتبرت مولوجي اللقاء مناسبة لتقييم السياسات العمومية المبدولة لصالح التراث الثقافي غير المادي، بما يسمح لكل الفاعلين في هذا الحقل، من منظمات وخبراء، النظر بصفة علمية وتشاركية حول حالة التراث في قارتنا، والبحث سويا عن آليات حماية وصون وترقية التراث الثقافي غير المادي. وذكرت الوزيرة أن اللقاء سيجمع نخبة رفيعة من الخبرات والتجارب، والتي ستعمل وفق الرؤية المتبصرة بعرقلة الماضي وتحديات الحاضر ورهانات المستقبل من أجل بلوغ الأهداف المرجوة من هذا اللقاء، ليترجم بذلك "الدور الريادي الذي تؤديه الجزائر في المنظمات الدولية الكبرى مثل اليونسكو أو الاتحاد الإفريقي، فيما يتعلق بإعداد أو دعم الاتفاقيات الثقافية الدولية الكبرى، خاصة المتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003 واتفاقية 2005 المتعلقة بحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبيرات الثقافية، أو من خلال مشاركتها في الإنجازات الثقافية الإفريقية الكبرى"، وهي سانحة أيضا تقول "لنذكر أن الجزائر كانت أول بلد على المستوى العالمي الذي صادق خلال سنة 2004 على الاتفاقية العالمية والمتعلقة بصون التراث غير المادي لسنة 2003، والتي تسجل اليوم انخراط 180 دولة، من بينها خمسون دولة إفريقية". وأشارت الوزيرة في الإطار ذاته، إلى أنه تم اختيار الجزائر من طرف منظمة اليونسكو

المادي في إفريقيا، فقد تم أيضا اختيار الجزائر من طرف الاتحاد الإفريقي من أجل احتضان المتحف الإفريقي الكبير، والذي أوكلت له مهمة التعريف بالتراث الإفريقي، واسترجاع الممتلكات الثقافية الإفريقية التي سلبت من القارة بطريقة غير شرعية".
ستشارك في أشغال هذه الورشات 44 نقطة ارتكاز (من 44 دول إفريقية)، مكلّفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي للمنطقة، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين من منظمة اليونسكو، ومن المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا، والمركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ، علم الإنسان والتاريخ.

لاحتضان المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا CRESPIAF، والمكترس لحفظ وحماية والتعريف بالتراث الثقافي غير المادي للقارة الإفريقية، خاصة أن رهان الدول الإفريقية اليوم هو تحسين الوضعية القانونية لصون التراث الثقافي غير المادي للقارة، لضمان التسيير الفعال له، وضمان القدرة والتدخل على المستوى العالمي، والسماح له بالتركيز على نشاطات البحث العلمي والخبرات، وتعريف التراث وجرده، وتقوية القدرات في المجالات المعنية بالتراث غير المادي، ما سيسمح له حسب الوزيرة "بالمساهمة بشكل كبير في تحقيق الأهداف الإستراتيجية المسطرة من طرف منظمة اليونسكو"، مضيفة أنه وإلى جانب "المركز الإقليمي لصون التراث الثقافي غير

تراث غير مادي

ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء في التراث من 44 دولة إفريقية بالجزائر

للمشاركين أيضا فرصة زيارة معرض خاص بالمواريث الثقافية غير المادية لأفريقيا من إعداد كريسيبياف. ومن خلال تنظيم هذه الورشة يؤكد كريسيبياف على الدور الرائد للجزائر في حفظ التراث الحي لأفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في تحقيق الأهداف الاستراتيجية لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية للقارة الإفريقية. ويعتبر كريسيبياف، الذي تأسس في 2018 والموضوع تحت إشراف اليونسكو، مركز التقاء لجميع علماء الأنثروبولوجيا الأفارقة وفضاء لتبادل المعارف بين المختصين في التراث الثقافي غير المادي لأفريقيا. وتم استحداث هذا المركز، وهو من الفئة 2، تجسيدا لإعلان الجزائر الذي توج ندوة الأنثروبولوجيا الإفريقية المنظمة في 2009 في إطار المهرجان الثقافي الإفريقي الثاني ببناف المنعقد بالعاصمة.

ق. ن / واج

للمنطقة، وأكثر من 10 مهلين، بالإضافة للعديد من الخبراء الدوليين من اليونسكو وأيضا الوطنيين من كريسيبياف ومن المركز الوطني للبحوث في عصور ما قبل التاريخ علم الانسان والتاريخ. وتهدف هذه الورشة إلى إعلام نقاط الارتكاز بالآلية الجديدة المتبناة من طرف اليونسكو في إعداد التقارير الدورية بموجب اتفاقية 2003، وهذا بعد التغييرات والتعديلات التي طرأت عليها في 2020 والمصادق عليها من قبل الهيئات الادارية لليونسكو في 2018. كما تهدف إلى تكوين المشاركين في كتابة التقارير الدورية باتباع الاجراءات الجديدة، وتقاسم تجارب وخبرات الدول التي سبق لها وأن قدمت تقاريرها في الدورات السابقة كالجزائر وكذا تشكيل شبكة من نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات وتبادل التجارب بين الدول الأطراف لاتفاقية 2003 من القارة الإفريقية. وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية المبرمجة في إطار هذه الورشة سيكون

ينظم المركز الاقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا بكريسيبياف، بالجزائر العاصمة من 25 إلى 29 أبريل الجاري، وبالتعاون مع منظمة اليونسكو ورشة تعزيز قدرات لفائدة خبراء في التراث يمثلون نقاط الارتكاز لليونسكو للقارة الإفريقية، حسب بيان لوزارة الثقافة والفنون. وتنظم هذه الورشة تحت عنوان تعزيز قدرات نقاط الارتكاز الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في إعداد التقارير الدورية في إطار اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، وهذا برعاية من وزارة الثقافة والفنون، حيث تعتبر نقاط الارتكاز بمثابة المراسل المعتمد من كل دولة لدى اليونسكو والمكلف بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة. وتشارك في هذه الورشة 44 نقطة ارتكاز من 44 دولة إفريقية مكلفة بإعداد وكتابة التقارير الدورية الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003 لصون التراث الثقافي غير المادي

برعاية وزارة الثقافة والفنون بالتعاون مع مركز
 "كريسياف" و"اليونسكو"

ورشة تعزيز قدرات خبراء التراث من 44 دولة إفريقية بالجزائر



عليها من قبل الهيئات الإدارية
 لليونسكو في 2018.

كما تهدف إلى تكوين المشاركين في
 كتابة التقارير الدورية باتباع
 الإجراءات الجديدة وتقاسم تجارب
 وخبرات الدول التي سبق لها وأن
 قدمت تقاريرها في الدورات السابقة
 كالجزائر وكذا تشكيل شبكة من
 نقاط الارتكاز لتقاسم المعلومات
 وتبادل التجارب بين الدول الأطراف
 لاتفاقية 2003 من القارة الأفريقية.
 وبالإضافة إلى الأشغال الموضوعاتية
 المبرمجة في إطار هذه الورشة
 سيكون للمشاركين أيضا فرصة زيارة
 معرض خاص بالموارث الثقافية
 غير المادية لأفريقيا من إعداد
 كريسياف.

ومن خلال تنظيم هذه الورشة يؤكد
 كريسياف على الدور الرائد
 للجزائر في حفظ التراث الحي
 لإفريقيا، ومساهمتها الكبيرة في
 تحقيق الأهداف الاستراتيجية
 لليونسكو لفائدة الموارث الثقافية
 للقارة الأفريقية.

ويعتبر كريسياف، الذي تأسس في
 2018 والموضوع تحت إشراف
 اليونسكو، مركز التقاء لجميع علماء
 الأنثروبولوجيا الأنارفة وفضاء
 لتبادل المعارف بين المختصين في
 التراث الثقافي غير المادي لإفريقيا.
 وتم استحداث هذا المركز وهو من
 الفئة 2، تجسيدا لإعلان الجزائر
 الذي توج ندوة الأنثروبولوجيا
 الإفريقية المنظمة في 2009 في
 إطار المهرجان الثقافي الإفريقي
 الثاني (باناف) المنعقد بالعاصمة.

قوت

ينظم المركز الإقليمي بالجزائر
 لـصون التراث الثقافي غير المادي في
 إفريقيا (كريسياف)، بالجزائر
 العاصمة من 25 إلى 29 أبريل
 الجاري، وبالتعاون مع منظمة
 اليونسكو ورشة تعزيز قدرات لفائدة
 خبراء في التراث يمثلون تساط
 الارتكاز لليونسكو للقارة الإفريقية،
 حسب بيان لوزارة الثقافة والفنون.

وتنظم هذه الورشة تحت عنوان
 تعزيز قدرات نقاط الارتكاز
 الوطنيين لـ 44 دولة إفريقية في
 إعداد التقارير الدورية في إطار
 اتفاقية 2003 لـصون التراث الثقافي
 غير المادي في إفريقيا، وهذا برعاية
 من وزارة الثقافة والفنون، حيث تعتبر
 نقاط الارتكاز بمثابة المراسل
 المعتمد من كل دولة لدى اليونسكو
 والمكلف بإعداد وكتابة التقارير
 الدورية الخاصة.

وتشارك في هذه الورشة 44 نقطة
 ارتكاز من 44 دولة إفريقية مكلفة
 بإعداد وكتابة التقارير الدورية
 الخاصة بتجسيد اتفاقية 2003
 لـصون التراث الثقافي غير المادي
 للمنطقة وأكثر من 10 ممثلين
 بالإضافة للعديد من الخبراء
 الدوليين من اليونسكو وأيضا
 الوطنيين من كريسياف ومن
 المركز الوطني للبحوث في عصور ما
 قبل التاريخ علم الإنسان والتاريخ.

وتهدف هذه الورشة إلى إعلام نقاط
 الارتكاز بالآلية الجديدة المبتناة من
 طرف اليونسكو في إعداد التقارير
 الدورية بموجب اتفاقية 2003،
 وهذا بعد التغييرات والتعديلات التي
 طرأت عليها في 2020 والمصادق

